



**NPA**  
NOUVEAU PARTI  
ANTICAPITALISTE

CTL  
Renault  
Lardy

*l'étincelle*

pour la construction d'un parti des travailleurs communiste révolutionnaire

Contact : [cr@convergencesrevolutionnaires.org](mailto:cr@convergencesrevolutionnaires.org)

Lundi 9 mars 2020

## Sous le coronavirus, la contestation couve toujours

« Notre système de santé est prêt et notre vigilance est au plus haut niveau. » Contre le coronavirus, le ministre de la Santé Olivier Véran a visiblement choisi l'arme de l'antiphrase et de l'humour involontaire, bien que le sujet ne prête pas à rire. Que le système de santé ne soit précisément pas prêt à gérer une épidémie comme celle-ci, faute de moyens et de personnels, c'est précisément ce que dénoncent depuis bientôt un an les hospitaliers qui ont encore manifesté le 14 février dernier.

### Qui va payer la facture ?

Vendredi soir, le gouvernement a activé les « plans blancs » dans tous les hôpitaux. Seraient-ce enfin les moyens tant attendus ? Même pas ! Car ces plans permettent surtout de réquisitionner les personnels en repos et de trier les patients, en déprogrammant les soins pour les maladies « moins urgentes ». Il faudra donc gérer l'afflux de patients à budget quasi-constant.

Les patrons dont les affaires vont être perturbées par la maladie font d'ores et déjà savoir que ce sont les travailleurs qui vont payer la facture. À Air France, la direction pousse les salariés à prendre des congés sans solde ou à anticiper leurs vacances et a déjà annoncé le gel des embauches. Une compagnie suédoise, SAS, donne déjà dans le chômage technique.

Le gouvernement français vient de « décréter l'état d'urgence économique » avec des mesures en faveur des entreprises (étalement du paiement des impôts et cotisations sociales, facilitation des crédits de trésorerie, etc.). Mais qu'a-t-il prévu pour contraindre les patrons à payer intégralement les salariés confinés chez eux ? Pour geler les licenciements et les suppressions d'emplois ?

**VIOLENCES POLICIÈRES  
LA VEILLE DE LA JOURNÉE  
DES FEMMES.**



8 MARS 2020

qui va aggraver le manque de moyens dans ce domaine. À cette occasion, un scientifique qui travaille depuis 17 ans sur le coronavirus admettait que « la majorité des projets qu'on avait sur le virus était en stand-by, en partie à cause de problèmes de financement ». Dans les laboratoires comme à l'hôpital, la même austérité produit les mêmes effets : faute de moyens, l'épidémie pourrait vite se transformer en crise sanitaire.

Donc la contestation couve toujours. La semaine dernière, des lycéens se sont encore mobilisés contre la tenue des nouvelles épreuves du bac, les E3C, obtenant parfois le report. Et les cortèges de samedi soir et de dimanche pour la journée internationale de lutte pour les droits des femmes étaient plus fournis et plus jeunes que d'habitude.

Mais à chaque fois, le gouvernement répond par la matraque et les gaz lacrymogènes, que ce soit contre les lycéens ou contre celles (et ceux !) qui manifestaient samedi soir dernier à Paris.

Macron et ses larbins ne sont pour rien dans l'épidémie de coronavirus, mais ils espèrent bien qu'elle étouffe les braises toujours chaudes de la colère sociale. C'est ainsi que le Premier ministre a fait passer en douce son 49.3. Mais attention à l'effet boomerang.

### « On dit stop ! On se lève et on se bat »

Macron, qui s'affiche beaucoup depuis quelques jours, a réuni jeudi après-midi des chercheurs spécialisés. Le même jour, 8 600 chercheurs et étudiants manifestaient à Paris contre la loi de programmation pluriannuelle de la recherche (LPPR)

**Les raisons de cette colère n'ont pas disparu et les occasions de se faire plus qu'entendre non plus ! Un vent de remise en cause du système capitaliste souffle dans le pays, au moins aussi contagieux qu'un virus...**

## **Protégeons-nous du virus du profit**

L'employeur a la responsabilité de notre santé au travail. Mais, face au coronavirus, la direction préfère se limiter à transférer des « recommandations » qui font peser individuellement sur les salariés la responsabilité de la propagation du virus : ne pas se serrer la main, se laver fréquemment les mains, éternuer dans son coude...

Parce que, prendre des mesures basiques comme le changement plus fréquent des « essuie-mains » et le remplissage plus fréquent des savons dans les toilettes, mettre à disposition du gel hydroalcoolique, etc., ça coûte plus de sous que d'écrire un mail.

Notre santé et celle de nos proches, c'est notre priorité : hors de question qu'elles passent après leurs profits et leur chasse aux coûts !

## **Toujours les mêmes recettes**

Les premières mesures du plan d'économies de Delbos-Le Borgne n'ont pas tardé à être prises. Il y aurait plusieurs dizaines de salariés prestataires en moins dès la fin du mois et d'autres qui partiraient fin juin. Décalage d'EU7, réduction de la gamme « moteurs », la direction cherche des justifications à ce qui n'est qu'une politique de court terme pour dégager plus de profits immédiats.

Ne comptons pas sur elle pour nous assurer un avenir stable, que nous soyons Renault ou prestataires. Pour faire prévaloir nos intérêts avant ceux des actionnaires, il faut dire « non » au départ des sous-traitants, qu'ils soient de « rang 1 » ou de « rang 2 ».

## **On préfère se la jouer « collectif »**

Dans les bancs à rouleaux, FEV cherche à augmenter la plage d'utilisation en supprimant le temps de recouvrement entre les équipes du matin et celles du soir. Il ne serait plus possible pour les salariés de discuter des problèmes rencontrés ou simplement de mieux se connaître et d'échanger. En supprimant ce type de moment, les directions d'entreprise espèrent aussi casser le lien social et isoler les salariés.

Mais, pour protester contre les cycles « longs », les salariés des bancs à rouleaux avaient montré il y a quelques temps que le « collectif », c'était le seul moyen de se faire entendre. Alors, pourquoi pas ne pas recommencer ?

## **Gare au capitalo-virus**

Les salariés de Renault Douai ont été priés une nouvelle fois de rester chez eux vendredi 6 et lundi 9 mars. En cause, des containers bloqués qui entraînent une rupture de certaines pièces. Mais ce qui inquiète le plus les salariés de Douai, ce ne sont pas les conséquences du coronavirus. L'usine subissait déjà une baisse de production. Et ce ne sont les déclarations de Delbos, qui n'a « aucun tabou » sur les fermetures de sites qui les ont rassurés. Il ne manquerait plus qu'ils soient coronavirés !

## **Notre patience est tabou**

Clotilde Delbos l'avait annoncé : Renault « n'a aucun tabou » pour maintenir sa compétitivité, surtout pas de faire des économies sur le dos des salariés. Première victime : la filiale RRG (Renault Retail Group) va devoir céder 10 de ses 50 établissements d'ici 2024.

Ce qui concerne la bagatelle de 1600 salariés, soit 20 % des effectifs en France. La direction affirme avoir « *identifié des repreneurs fiables et robustes permettant une poursuite de l'activité et un maintien des emplois* ». Une promesse qui n'engage que ceux qui y croient. Et on s'étonne que les salariés soient tabou ?!

## **Patrons Saboteurs d'Avenir**

La direction de PSA a annoncé la fermeture d'une plateforme téléphonique de son sous-traitant *Conduent* à Roubaix. Les 310 salariés de ce centre d'appels (qui fonctionne uniquement pour PSA) sont menacés par le changement de prestataire et vont se retrouver à la porte.

PSA annonce une prime d'intéressement record, mais les bénéficiaires se font toujours sur fond de blocage des salaires, de flexibilité et de licenciements. Car ce sont bien Renault ou PSA qui organisent ce système de sous-traitance pour diviser les salariés, leur mettre la pression et parfois les licencier à moindres coûts. Contrats de prestation à la baisse et précarité : les salariés de Lardy subissent aussi cette division, qui est toujours l'arme des patrons.

## **Le gouvernement s'attaque aux droits des femmes**

Samedi soir à Paris, alors que des femmes manifestaient contre – entre autres – les violences sexistes, la police est intervenue avec violence : nassage, matraques, jeunes filles traînées de force dans le métro et 9 arrestations !

Ces violences policières sont devenues monnaie courante depuis la répression qui s'est abattue sur le mouvement des Gilets jaunes. Car il s'agit non de bavures mais bien d'une politique, d'une violence d'État contre les mouvements sociaux et les classes populaires.

## **Debout les femmes !**

À la dernière cérémonie des Césars, il y avait *Les Misérables*, un film sur les violences policières en banlieue avec des acteurs souvent amateurs, ou *Portrait de la jeune fille en feu*, un film féministe bouleversant les clichés. Mais c'est le cinéaste Roman Polanski que l'académie des Césars a consacré meilleur réalisateur, lui qui fut condamné pour viol et avait reconnu sa culpabilité. Le jury des Césars s'est ainsi rangé du côté de ce système oppressif dans ce qu'il a de plus répugnant.

On ne peut que rejoindre la romancière Virginie Despentes lorsqu'elle leur écrit : « *Le monde que vous avez créé pour régner dessus comme des minables est irrespirable. [...] C'est terminé. On se lève. On se casse. On gueule. On vous emmerde.* »

## **Le 15 mars, votez pour les listes d'extrême gauche !**

La véritable opposition au gouvernement de Macron et Philippe, c'est celle des travailleurs en lutte. Elle s'est exprimée par la grève et dans les manifestations, dans le mouvement des Gilets jaunes et dans la mobilisation contre la réforme des retraites.

Aux élections municipales du 15 mars, des listes d'extrême gauche, présentées par le NPA ou par Lutte ouvrière, porteront la voix des travailleurs et de leurs combats dans quelques centaines de villes du pays. Voter pour les listes ces listes, c'est exprimer sans ambiguïté son opposition à Macron et à son gouvernement au service du capitalisme.